

## TABLE RONDE N°1

### OU EN SONT LES THÉORIES DE L'ACTION COLLECTIVE ?

Éric AGRİKOLIANSKY, CREDEP-Université Paris IX  
Olivier FILLIEULE, IEPI- Lausanne/CRPS-Université Paris I  
Isabelle SOMMIER, CRPS-Université Paris I

#### PRÉSENTATION

Longtemps relégués ou cantonnés à une place marginale, les mouvements sociaux et l'action collective sont devenus en l'espace de dix ans un objet central d'analyse pour la science politique française. Celle-ci a jusqu'à présent peu pris part aux débats théoriques venus pour l'essentiel, mais pas exclusivement, d'outre-atlantique (à l'exception de l'école tourainienne). Sa contribution a plutôt emprunté des chemins de traverse, issus par exemple de la sociologie de l'engagement partisan et du dialogue avec d'autres disciplines telles que l'histoire. Elle est récemment marquée par le développement des travaux empiriques sur la question. Objet situé à l'interface de disciplines aux méthodes et aux concepts parfois hétérogènes (histoire, sociologie, anthropologie), l'action collective reste encore un espace de problématiques fragmentées que renforce, depuis presque vingt ans, la recherche de modèles explicatifs pluridimensionnels sur fond de critique et de dépassement des paradigmes longtemps dominants. La mosaïque des études de cas réalisées dans notre pays n'est cependant pas sans cohérence : des lignes de force se distinguent et des voies fécondes d'analyse s'esquissent. Une large réflexion, en forme de discussion critique, sur les instruments conceptuels aujourd'hui usités (carrières militantes, cadrage, répertoires d'action, structure des opportunités politiques) paraît par conséquent indispensable. La structuration de la table ronde et le choix des interventions ont été guidés par trois principes.

Approfondir un dialogue international entre chercheur-ses. Dans un contexte d'internationalisation de la discipline, cette ouverture est d'autant plus nécessaire que les travaux français proposent une réflexion originale qui peut permettre de sortir des cadres aujourd'hui routiniers, et parfois répétitifs, des paradigmes dominants.

Assurer la pluridisciplinarité en favorisant des interventions d'historien-nes, de sociologues, mais aussi en contribuant à développer un dialogue au sein même de la discipline en nouant un dialogue fécond avec d'autres branches de la science politique.

Asseoir les communications sur des réflexions et/ou des analyses méthodologiques. Les méthodes ont fait l'objet de peu de réflexions spécifiques dans le cadre de l'analyse des mobilisations. Les discussions conceptuelles ne peuvent pourtant faire l'économie d'une réflexion sur les outils empiriques. L'objectif principal de cette table ronde est en ce sens moins de réunir une collection de réflexions théoriques ou d'études monographiques, que de proposer une réflexion sur les instruments et les manières de faire qui articule systématiquement les discussions conceptuelles aux contraintes de la recherche de terrain.

Quatre axes de réflexion articulées seront privilégiés. Ils constitueront 4 demi-journées de débats.

#### **ATELIER 1 : MICROMOBILISATION ET DYNAMIQUES DE L'ENGAGEMENT INDIVIDUEL**

---

Depuis une dizaine d'années, se multiplient les travaux mettant l'accent sur les logiques de l'engagement individuel, dans le contexte d'un regain de l'analyse biographique et du récit de vie. Nourrie par le réinvestissement des apports des travaux sur la socialisation politique d'un côté et de l'interactionisme symbolique de l'autre, cette orientation s'appuie également sur une des développements consacrés aux réseaux interindividuels, à l'articulation entre fréquentations militantes et sociabilité, entre sphères de vie et activités militantes, contribuant ainsi à poser de manière renouvelée la question des rétributions et des incitations.

Dans ce cadre général, les contributions à cet atelier visent à éclairer des axes d'analyse qui nous paraissent déterminants pour la compréhension des mécanismes de l'engagement. Les analyses en terme de « carrières militantes » seront en particulier au cœur de la réflexion.

#### Interventions

**Fabienne Fédérini** (« Une sociologie de l'engagement résistant est-elle possible ? ») place au cœur de son analyse de l'engagement résistant la notion de carrière. L'auteure montre que l'engagement résistant ne peut pas être compris comme reposant sur des ressorts exclusivement personnels, cadre d'analyse qui semble largement dominer l'historiographie de la période. En s'appuyant sur la sociologie des mobilisations, elle envisage la résistance comme une action collective. A partir d'une analyse prosopographique (reposant sur l'exploitation d'un grand nombre de biographies de résistants) elle propose de restituer, à la fois : le poids des variables sociales (âge, sexe, profession, origine sociale, situation familiale, etc.) ; l'influence de critères politiques plus qualitatifs (attitudes, opinions et classement politiques, nature de l'engagement avant guerre notamment) ; enfin l'articulation entre ces caractéristiques et un contexte en évolution rapide. Elle suggère de ce fait la fécondité d'une analyse qui prenne en compte la temporalité des contextes de l'engagement, qui dans le cas de la Résistance évoluent de manière très rapide alors que la chronologie est extrêmement courte (1940-1944).

La communication de **Sandrine Devaux**, (« Formes et stabilité des carrières militantes ») propose également une réflexion autour de la notion de carrière, mais portant plus spécifiquement sur le caractère structurant de l'engagement individuel appréhendé là aussi à partir d'un contexte de "crise". Son travail porte sur les formes de pérennisation de l'engagement pour la défense de l'environnement dans un contexte de redéfinition de l'ordre politique et social : la fin du régime communiste en République tchèque. Il s'agit cependant moins de penser l'entrée dans le militantisme que de réfléchir à ses conditions de transformation. En s'appuyant sur les résultats d'une recherche portant notamment sur la logique de conversion d'anciens bénévoles d'une des organisations les plus étroitement liées à l'ordre communiste, à savoir celle des pionniers, l'auteure éclaire en particulier les mécanismes sous-tendant la permanence des engagements quand a priori on serait plus enclin à rechercher des lignes de rupture. Elle invite donc à réfléchir aux effets durables de socialisation de l'engagement sur la trajectoire sociale et la carrière militante ultérieure.

La communication d'**Axelle Brodiez** (« Comment les organisations changent-elles ? Relecture de l'histoire du Secours populaire français au prisme de quelques carrières militantes. ») porte sur l'articulation entre trajectoires individuelles et histoire collective. Cette contribution concerne, plus précisément, l'histoire du Secours populaire français de 1945 à 2000. Elle vise à comprendre comment le Secours populaire est passé de l'organisation de masse à l'association de solidarité, du communisme à l'humanitaire, et du politique à l'apolitique. Pour ce faire, l'auteure se propose d'analyser la carrière militante des dirigeants ayant joué un rôle majeur dans l'évolution de l'association, leurs parcours et socialisation antérieurs au désengagement - quand il a lieu - via leurs réseaux d'insertion. Une telle analyse des trajectoires individuelles, aussi nécessaire soit-elle, reste cependant insuffisante, dans la mesure où il est, ensuite, nécessaire de croiser contingences biographiques et contexte politique et social, pour observer comment ces deux paramètres peuvent sinon déterminer, du moins fortement influencer sur, l'évolution d'une association. C'est dans ce cadre en n'analysant comment s'articulent les trajectoires des dirigeants, les évolutions de l'association et de ses relations avec ses partenaires (le PCF notamment), qu'on peut saisir la clef de ces transformations. Il est, dès lors, possible de comprendre que l'évolution des caractéristiques des adhérents est à la fois une cause et une conséquence de l'évolution du collectif et d'utiliser la notion de carrière, non seulement pour penser l'engagement, mais aussi pour aider à saisir les transformations structurelles qui l'accompagnent.

La contribution de **Michaël Voegtli** (« Politique de l'identité et variations identitaires dans deux associations homosexuelles helvétiques ») porte sur une question centrale posée à l'occasion de l'étude des carrières, mais plus rarement interrogée pour elle-même : celle de l'identité. L'auteur entend ainsi interroger les logiques de constructions identitaires au sein de deux associations homosexuelles et de lutte contre le sida en Suisse francophone. Plus précisément, il s'agit de réfléchir aux modalités de la constitution et de la transformation de l'identité collective et des mécanismes d'élaboration, de permanence et fluctuation de l'identité sociale pour l'acteur dans un contexte d'engagement militant. Il s'agit de saisir comment s'élabore, dans un espace social « hétérosexiste », l'orientation socio-sexuelle, et comment celle-ci est constitutive à la fois de l'identité du groupe et de l'acteur social, et de ce fait est (re)construite et transformée tant au niveau individuel que collectif. L'objectif est de tenter d'articuler l'analyse des effets de la politique de l'identité défendue à un certain moment par chaque association à celle de la gestion par les militants de leur propre identité sociale. L'ensemble de cette réflexion s'appuie sur le recours à des récits de vie comme matériaux empiriques principaux.

**Xavier Dunezat** (« Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Les mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe ») aborde pour sa part une autre série de questions, largement sous-estimées, mais de moins en moins négligées par la sociologie des mobilisations : celle de l'effet des rapports sociaux de sexe sur la genèse, la mise en forme et le développement des mouvements sociaux. Cette communication reprend les résultats d'une recherche (notamment fondée sur des observations participantes et des entretiens) portant sur le « mouvement des chômeurs » de l'hiver 1997-1998, en Bretagne. L'auteur utilise une approche en terme de « mouvement social sexué » permettant d'analyser la « place des femmes » - et donc la « place des hommes » - comme un processus (re)produit aussi par l'action collective elle-même, en tant qu'espace-temps de reconfiguration des rapports sociaux. Il scrute du coup de manière privilégiée les logiques concrètes du travail militant (répartition des tâches, relations de pouvoir et leadership, mode d'action). L'intérêt d'une telle analyse pour une réflexion sur l'engagement et plus largement

sur les carrières militantes, est de ne pas considérer les mouvements sociaux comme de simples « produits » des dispositions dont les militants sont porteurs, mais aussi comme des espaces et des moments de cristallisation, de reconfiguration et/ou de reproduction des rapports sociaux (de sexe, d'âge, de classe, de race). En outre, il s'agit moins à partir de l'étude des caractéristiques et des trajectoires, de comprendre pourquoi les individus s'engagent, que de saisir en quoi ce qu'ils sont pèse sur ce qu'ils font. On peut dès lors essayer de lier plus finement une analyse des trajectoires individuelles à celle du devenir collectif des mouvements sociaux.

Ces contributions seront, enfin, discutées par Daniel Gaxie (CRPS - Université Paris I). Sans anticiper sur la dynamique des débats, plusieurs thématiques communes apparaissent déjà : les dispositions et le poids des socialisations secondaires, les problèmes théoriques et méthodologiques posés par l'articulation entre contexte et histoire individuelle, la transformation des identités et la pluralité des acteurs, les effets de conversion et de socialisation liés à la militance, les conséquences biographiques de l'engagement, les logiques de la reconversion professionnelle des ressources militantes, etc.. Gardez enfin à l'esprit qu'une réflexion transversale sur les méthodes (ici prosopographie, récits de vie, entretiens, etc.) est une dimension importante de nos échanges.

Programme :

Discutant : Daniel Gaxie (CRPS - Université Paris I)

■ Fabienne FÉDÉRINI (GRS - Lyon II) :

Une sociologie de l'engagement résistant est-elle possible ?

■ Sandrine DEVAUX (Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique) :  
Formes et stabilité des carrières militantes.

■ Xaxier DUNEZAT (GERS - Université Rennes) :

Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Les mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe.

■ Michaël VOEGTLI (Université Lausanne) :

Politique de l'identité et variations identitaires dans deux associations homosexuelles helvétiques.

■ Axelle BRODIEZ (Université Paris VIII) :

Comment les organisations changent-elles ? Relecture de l'histoire du Secours populaire français au prisme de quelques carrières militantes.

Les modèles structuralistes longtemps dominants en sociologie des mouvements sociaux ont suscité, depuis une dizaine d'années, une série de critiques qui portent sur les médiations par lesquelles les acteurs éprouvent les contraintes sociales et s'y adaptent. L'un des objectifs de cet atelier est de présenter, de manière critique, les apports des théories mettant l'accent sur les identités individuelles et collectives, les idéologies et les croyances, les analyses en terme de " cadres " et de " cadrage ". Il invite plus largement à travailler sur le travail de signification qui donne sens à la réalité contestée, aux mobilisations ou à leur environnement politique et institutionnel. Il suggère en ce sens de prendre en compte la pluralité des acteurs et des processus par lesquels les sens des événements protestataires se construisent.

La contribution de **Danny Trom** (« Cadre et cadrage : une approche dynamique des structures d'opportunité cognitives ») vise à présenter un bilan critique des travaux en termes de cadre et de cadrage. Ces notions constituent en effet l'un des produits théoriques les plus diffusés du tournant dit « cognitif » ou « culturel », qui renouvela profondément les modèles d'analyse, jusqu'alors globalement dominés par le « paradigme » dit de la mobilisation des ressources. La perspective en termes de cadrage a, en particulier l'intérêt, de mettre en évidence l'activité consistant à configurer le contexte d'action, à produire le sens qui autorise l'action à se déployer et qui lui confère en retour ses déterminations. Cependant, l'analyse en termes de cadrage donne parfois le sentiment de conférer aux agents une capacité importante (parfois illimitée) de composition du monde social. Il s'agit en ce sens, pour l'auteur, de proposer à la fois un bilan des acquis, mais aussi une série de correctifs qui permettent de saisir les cadres non pas comme les produits d'une simple fabrication, mais comme des schèmes qui s'ancrent dans l'expérience du monde social. Une voie féconde est, pour cela, de lier étroitement la perspective en termes de cadrage avec une approche des problèmes, appelés, « publics » et, ce faisant, d'explorer la « structure d'opportunité cognitive et normative » qui règle, en amont, les processus de mobilisation et que la mobilisation tend à remodeler de manière continue.

La communication de **Jean-Gabriel Contamin** (« La perspective du cadrage au révélateur du pétitionnement ») interroge, elle aussi, la fécondité, et les limites, du concept de cadre pour l'étude des mouvements sociaux. L'auteur s'appuie sur un exemple empirique : l'étude des pétitions. Comme textes censés fonder la mobilisation d'acteurs hétérogènes, les pétitions constituent d'excellents observatoires pour tester la portée des analyses qui considèrent que les différentes opérations « d'alignement des cadres » sont un préalable indispensable à toute action collective. Si l'exemple des pétitions manifeste bien la fécondité du concept, il suggère aussi ses actuelles faiblesses. Il montre, en particulier, que ce ne sont pas les entrepreneurs centraux d'une mobilisation qui adaptent leur message pour justifier l'enrôlement d'acteurs divers, mais plutôt, des entrepreneurs locaux, voire les acteurs protestataires eux-mêmes qui font l'effort de se rattacher à ce cadre central. Ces mécanismes conduisent à remettre en cause l'idée qu'un "réel" alignement des cadres -au sens de "construction d'un cadre interprétatif commun soit nécessaire à une mobilisation. L'inventaire des biais (centraliste ou élitiste, cognitif, stratégeste, statique et monolithique) invite alors l'auteur à proposer une conception pluraliste des cadres d'interprétation permettant de comprendre à la fois la coexistence dans une même mobilisation de cadrages divers et pas forcément hiérarchisés, ainsi que les conditions fragiles qui permettent à cette coexistence de ne pas être « disphorique ».

La communication de **Boris Gobille** (« Le travail de la signification en conjoncture de crise politique. Socio-histoire du temps court et analyse de cadres »), aborde encore d'un autre point de vue la question de la fécondité d'une analyse centrée sur les cadres, en confrontant cette perspective au terrain spécifique des crises politiques et en la mariant à une approche socio-historique. Pour cela, il se fonde sur l'étude d'un terrain empirique spécifique : la crise de mai 1968. Il montre, en particulier, la fortune sociale et politique que connaissent les cadrages anti-autoritaires, et ce contre les cadrages léninistes du sens de l'action. Ce faisant, il suggère deux axes de réflexion pour un meilleur usage de la notion de cadre. Le premier est qu'il est impossible de comprendre le travail interprétatif à l'œuvre dans des événements révolus sans une réflexion méthodologique préalable relative aux sources et à leurs logiques de production -et ce à l'instar de Timothy Tackett travaillant sur l'émergence d'un cadrage « révolutionnaire » en 1789. Le second concerne les conditions d'appropriation d'un cadrage par les protestataires. En s'intéressant en particulier aux mobilisations d'écrivains, il observe que les trajectoires politiques et intellectuelles et les réseaux constitués entre groupes ou revues littéraires dans les quinze années qui précèdent la crise de Mai 68, permettent de rendre compte du fait qu'ils se reconnaissent immédiatement dans l'espace de la signification contestataire dessiné par la révolte étudiante, celle-ci puisant aux mêmes sources du marxisme hétérodoxe et de la critique du PCF. La résonance de cadres n'a donc, pour l'auteur, rien d'une rencontre miraculeuse et soudaine dans le ciel des idées, mais est à penser au contraire comme le produit d'une circulation intellectuelle préalable liée à la convergence de trajectoires politiques qu'on peut mettre au jour empiriquement.

**Sandrine Lévêque** (« Pour une approche « interactionniste » des relations entre journalistes et acteurs des mouvements sociaux : les médias et le mouvement altermondialiste ») propose pour sa part une réflexion sur une catégorie d'acteurs, le plus souvent extérieurs aux mouvements protestataires, mais qui concourent eux aussi à en travailler le sens : les médias. En partant des acquis de la sociologie des journalistes et des pratiques journalistiques, l'auteure propose de dépasser une simple analyse en terme de biais ou de distorsions, souvent dominante dans les travaux classiques sur les médias et les mouvements sociaux. Celle-ci risque en effet de mener à l'idée commune selon laquelle les médias seraient structurellement portés à desservir les mouvements sociaux -notamment parce qu'ils seraient parties prenantes du « système » économique et social que ces derniers dénoncent. En évitant la fausse question des effets, l'auteure invite plutôt à replacer au centre de l'analyse les logiques du travail journalistique et à comprendre comment se nouent concrètement les relations entre des journalistes pris dans une série de contraintes professionnelles spécifiques et des protestataires eux aussi dépendant d'un système de contraintes et porteurs de représentations relatives aux médias, leurs fonctions et leurs valeurs. En travaillant à partir de l'exemple du traitement médiatique des mobilisations altermondialistes et de ses critiques, l'auteure montre comment la mise en forme de l'événement altermondialiste reflète les logiques des positions et des formes d'action au sein des rédactions. Elle souligne que ce traitement manifeste aussi la nature des rapports qui se nouent entre des journalistes, le plus souvent bien disposés à l'égard d'un mouvement dont ils se sentent socialement proches, et des protestataires, qui sont pris entre la nécessité de publiciser leur message et la méfiance qu'ils éprouvent à l'égard des médias.

La communication de **Mathieu Brugidou** et de **Caroline Escoffier** (« Mobilisation, cadrage et opinion publique territoriales. A propos d'un projet de construction de lignes THT dans le Lot »), ouvre enfin à une dernière série de questions concernant les significations accordées à l'action protestataire. Les auteurs s'intéressent en effet à une figure souvent absente, mais pourtant centrale dans les travaux sur les cadres : celle du citoyen ordinaire, vers lequel l'offre

de construction du réel porte pourtant, dans un objectif de mobilisation, mais qui n'est le plus souvent doté que de compétences minimales (manifester son assentiment en participant à un mouvement ou son indifférence en restant passif). En articulant une réflexion théorique sur l'opinion publique et des instruments empiriques innovants, les auteurs proposent de montrer en quoi la confrontation des conceptions discursives de l'opinion publique à la théorie des cadres invite à reposer la question des publics et de l'opinion publique dans le cadre de la sociologie de l'action collective. Dans cette perspective, ils s'appuient sur l'étude empirique des différents « publics » construits par une controverse (un projet d'aménagement de ligne THT dans le Lot) à partir de l'analyse des topos argumentatifs ou cadres produits par l'action collective. Ils montrent qu'il est notamment possible d'identifier différents publics en fonction de ces cadrages, que ceux-ci varient pour partie en fonction du niveau de « concernement » (niveau d'intérêt et d'information sur la controverse, mesuré par ailleurs) et sélectionnent (ou sont sélectionnés par) des propriétés sociales distinctes.

Sans anticiper sur la discussion (introduite par Erik Neveu -IEP Rennes), on peut néanmoins suggérer quelques thèmes transversaux pour le débat. La notion de cadre est, bien sûr, au centre du propos. Outre les critiques dont elle fait l'objet dans les communications, les interrogations qu'elle suscite sont nombreuses : comment peut-elle s'articuler à des notions proches, mais aujourd'hui moins utilisées (par exemple celle d'idéologie) ? Comment analyser, voire mesurer les effets des cadrages produits par les organisations ? Comment étudier empiriquement les opérations de cadrage, qui présupposent une approche des interactions directes ? Comment aborder la diversité des acteurs qui contribuent au travail de construction des significations (militants, porte-parole, mais aussi journalistes, pouvoirs publics, concurrents ou « anti-mouvements », etc.). De ce dernier point de vue, et comme l'illustre parfaitement les communications, c'est en multipliant les points de vue, les références théoriques, voire les approches disciplinaires (sociologie des mobilisations, des problèmes publics, des journalistes, des comportements politiques ordinaires, etc.), qu'on peut saisir comment se construit le sens des mouvements sociaux.

## Programme

Discutant : Eric Neveu (IEP Rennes)

- Dany TROM (GSPM - EHESS) : Cadre et cadrage : une approche dynamique des structures d'opportunité cognitives.
- Jean-Gabriel CONTAMIN (CERAPS - Lille II) : La perspective du cadrage.
- Boris GOBILLE (ENS Lyon) : Le travail de la signification en conjoncture de crise politique. Socio-histoire du temps court et analyse de cadres.
- Sandrine LÉVÊQUE (CRPS - Université Paris I) : Pour une approche « interactionniste » des relations entre journalistes et acteurs des mouvements sociaux : les médias et le mouvement altermondialiste.
- Mathieu BRUGIDOU (EDF.RD et CIDSP - PACTE) et Caroline ESCOFFIER (EDF.RD) : Mobilisation, cadrage et opinion publique territoriales. A propos d'un projet de construction de lignes THT dans le Lot.

### ATELIER 3 : RÉPERTOIRES D'ACTION ET DIVERSITÉ DES FORMES D'ORGANISATION

---

La notion de répertoire d'action souligne à quel point le recours à la protestation politique s'apparente à une gestion de ressources rares. D'un point de vue diachronique, les modes d'action se caractérisent par une grande stabilité, ce qui rend d'autant plus remarquables d'éventuelles innovations. D'un point de vue synchronique, tous les groupes n'ont pas un égal accès aux formes d'action disponibles et, en fonction des ressources dont ils jouissent, choisissent ou se voient contraints de recourir à tels ou tels instruments de lutte. Les formes d'organisation jouant un rôle central parmi ces ressources, cet atelier vise à articuler la réflexion sur le répertoire d'action à celle sur la structuration des collectifs.

La contribution de **Cécile Péchu** (« Entre résistance et contestation : la genèse du squat comme mode d'action »), à partir de l'étude empirique de la genèse du squat entre 1880 et 1914, se fixe quatre objectifs théoriques : 1) questionner les implicites du concept de répertoire d'action pour proposer une typification des modes d'action dépassant les deux dimensions « individuel-collectif », « discret-ouvert » sur lesquelles il repose ; 2) indiquer des pistes pour une analyse conjointe des répertoires instrumentaux et discursifs mis en œuvre par les organisations en portant l'accent sur les idéologies et cultures qui sous-tendent l'invention du squat ; 3) reconsidérer les ruptures historiques mises au jour par Charles Tilly ; 4) réfléchir aux conditions organisationnelles et contextuelles favorisant l'usage de formes d'actions directes.

La contribution de **Baptiste Giraud** (« Conditions et dynamiques de la transformation des suages syndicaux de la grève) revient sur un mode d'action délaissé par les sciences sociales : la grève, en remarquant combien, loin d'être une pratique obsolète, elle demeure fondamentale pour l'espace protestataire bien que d'un recours plus difficile aujourd'hui. En rupture avec les approches macrosociologiques des contraintes que rencontre ce mode d'action, elle se propose de les envisager du point de vue des entrepreneurs syndicaux, de leurs pratiques et croyances, ainsi que de la configuration des acteurs du conflit. Ce point de vue de la grève « en train de se faire » permet d'intégrer les représentations stigmatisantes de la grève, et les stratégies des syndicalistes pour la relégitimer ou la normaliser, stratégies resituées dans les rapports de force entre organisations quant au sens et aux formes à donner à l'action. L'objet « grève » contribue alors à mieux saisir les processus rendant possible ce qui est considéré comme la « métamorphose » de l'action syndicale.

La contribution de **Nadège Fréour** (« Le répertoire d'action collective comme répertoire d'offre d'engagement : un éclairage sur les contraintes liées aux processus de mobilisation contemporains ») s'interroge sur l'adaptation du répertoire d'action offert par une organisation (en l'occurrence Greenpeace) dans le contexte de sa pérennisation et de concurrence accrue au sein d'un secteur de mouvement social qui induit un certain recul de la nature de la cause défendue comme facteur d'engagement individuel. Elle vise ainsi à résoudre le paradoxe de la professionnalisation et de la spécialisation du répertoire d'action d'un côté, et de la nécessité de mobiliser plus de soutiens de l'autre. Le répertoire d'action, envisagé dans la dynamique de mobilisation, peut s'interpréter comme un répertoire d'offre d'engagement permettant aux militants potentiels de choisir dans une palette de modes d'action qui demandent un degré d'implication fort divers, comme le montre le cas de Greenpeace, engagé à partir de 1995 dans la rationalisation de la collecte des fonds requis par un répertoire coûteux (expertise, actions illégales et opérations médiatiques) mais aussi dans

son élargissement (campagnes de pétition, négociations locales, etc.) qui rend possible un militantisme plus distancié.

La contribution de **Daniel Mouchard** (« Contre-expertise : hypothèses à propos d'une forme spécifique de mobilisation ») fournit des clefs interprétatives du grandissant recours au savoir comme ressource politique qui suggère une inversion de l'articulation entre savoir et pouvoir. Le recours à la contre-expertise renvoie à la question de la professionnalisation du militantisme. Il peut également s'analyser comme une résistance à la « domination des systèmes experts », contrés sur leur propre terrain. Il induit une proximité conflictuelle entre les institutions et les challengers, une dynamique de conflictualité mais aussi de demandes croisées et de coopérations ponctuelles qui permettent d'interroger les interactions entre action publique et mobilisations sociales. Cette réflexion repose sur deux cas empiriques : le mouvement des « sans » du début de la décennie 1990 et ses prolongements dans le mouvement altermondialiste.

La contribution de **Johana Siméant** (« Des mouvements sociaux 'transnationaux', 'globaux' et 'nouveaux' ? Quand la sociologie des mobilisations (re)découvre l'international ») interroge la prétendue nouveauté que constitueraient pour certains auteurs les « mouvements sociaux transnationaux ». Outre par leur dimension parfois prophétique, ces analyses pèchent souvent par la négligence à l'égard des ancrages sociaux, des contextes et de l'historicité des phénomènes qu'elles étudient. La communication discute en particulier l'hypothèse développée par Robin Cohen et Shirin Rai de l'émergence d'un troisième répertoire, transnational et solidariste, qui mélange les dimensions idéologique et organisationnelle distinguées dans l'élaboration théorique de Charles Tilly qu'elle se propose de prolonger.

## Programme

Discutant : Michel Offerlé (CRPS - Université Paris I)

- Cécile Péchu (CRAPUL - Université Lausanne) : Entre résistance et contestation : la genèse du squat comme mode d'action.
- Baptiste Giraud (CRPS - Université Paris I) : Conditions et dynamiques de la transformation des usages syndicaux de la grève.
- Nadège Fréour (CERIEP - Lyon) : Le répertoire d'action collective comme répertoire d'offre d'engagement : un éclairage sur les contraintes liées aux processus de mobilisation contemporains.
- Daniel Mouchard (CRPS - Poitiers) : Contre-expertise : hypothèses à propos d'une forme spécifique de mobilisation.
- Johana Siméant (CERAPS - Lille II) : Des mouvements sociaux « transnationaux », « globaux » et « nouveaux » ? Quand la sociologie des mobilisations (re)découvre l'international.

L'insistance sur les facteurs structurels de la mobilisation par la sociologie anglo-saxonne de l'action collective a conduit à faire de la notion de structure des opportunités politiques un concept clé dans l'explication de l'émergence, mais aussi du développement des protestations collectives. Suscitant une critique nourrie et multiforme, cette notion a fait l'objet de tentatives d'explicitation aussi nombreuses que variées de la part de ses promoteurs. En prenant ces débats comme point de départ, cet atelier entend explorer les possibilités de reformulation théorique du poids des facteurs politiques structurels et contextuels dans la détermination des chances de succès ou d'échec des mouvements.

L'accent sera mis sur les relations qu'entretiennent les groupes protestataires avec les différents secteurs de l'Etat et avec l'ensemble des forces sociales et politiques actives dans l'espace des mobilisations (partis, syndicats, secteur associatif, entreprises, etc.). Il s'agit de placer au centre de la réflexion la question, encore peu explorée, de l'articulation entre action collective, agendas et politiques publiques d'une part, entre représentation des intérêts, expertise et mobilisation d'autre part.

Une première contribution, par **Didier Chabanet** et **Marco Giugni** (« Mouvements sociaux et politiques publiques : Influences réciproques »), propose en guise d'ouverture une revue de la littérature sur les influences réciproques entre activités des entreprises de mobilisation et politiques publiques, soit à la fois l'impact des mouvements sur les politiques publiques et les effets des politiques sur les mouvements. Pour examiner en détail l'articulation entre mouvements sociaux et politiques publiques, les auteurs s'appuient dans un second temps sur les politiques de lutte contre le chômage. Ils utilisent à cette fin une banque de données originales issues d'une analyse systématique du contenu de journaux suivant la méthode de la *political claims analysis*.

La discussion de la validité de la notion d'opportunités politiques sera poursuivie par **Hervé Rayner** à partir d'une réflexion sur la place et le poids des contextes dans l'émergence et la perte de vitesse du mouvement des Girotondi en Italie (« Quelle place accorder au « contexte » dans l'analyse de l'action collective ? Le poids des perceptions du possible dans l'émergence et le déclin des « rondes citoyennes » en Italie, 2002-2003 »). L'auteur part du constat de la nécessité de penser les contextes pour éviter de vider les processus de mobilisation de leur historicité et de leur indétermination. Aussi, face au caractère objectiviste de la notion de structure des opportunités politiques, propose-t-il une approche plus nettement perceptuelle reposant sur l'idée que les « contextes » sont produits notamment par ce que perçoivent et font les acteurs. L'auteur avance que loin de la narration de l'histoire événementielle, une approche attentive aux « circonstances » permet de penser relationnellement les dynamiques de l'action collective et d'éviter d'« hypostasier » les « facteurs contextuels ». En combinant analyse structurale et analyse événementielle, il entend analyser l'essor et le reflux des « rondes citoyennes » en Italie, que de fortes oscillations des perceptions du possible agissent comme une force sociale puisqu'elles transforment les pratiques des acteurs (jusqu'à faire advenir l'impensable, rendre accessible des coups qu'ils s'interdisaient jusque là), le contexte, et, partant, les structures.

Un effort de recoupement bibliographique et prosopographique complété par des entretiens auprès des différents types de protagonistes permettent de restituer les évaluations qui

informaient leurs pratiques. Les moments de basculement qui rythment les mouvements sociaux, qu'il s'agisse de leur phase d'émergence ou de leur phase de reflux, gagnent en intelligibilité si nous parvenons à saisir les dimensions relationnelle et diachronique des évaluations des acteurs in situ.

De son côté, **Yannick Barthe** poursuit l'exploration des dimensions contextuelles de l'action collective en focalisant l'attention sur la question de l'impact des mobilisations. (« Mobilisations et choix techniques. Remarques sur la mesure de l'« impact » des mobilisations »).

Sa communication se donne précisément pour objet de conduire une discussion critique de certains travaux ayant cherché à mesurer « l'impact » des mouvements sociaux sur les politiques publiques (ou d'expliquer le « succès » ou l'« échec » de ces mouvements en utilisant la variable de la « structure des opportunités politiques »). La présentation s'appuie sur le cas du « mouvement antinucléaire » en France depuis ses débuts (années 60) et notamment ses effets sur les politiques relatives à la gestion des déchets radioactifs. L'analyse de ces effets est l'occasion de pointer un certain nombre de faiblesses méthodologiques des travaux en question. Ces faiblesses tiennent d'abord au point de vue « aérien » qui domine généralement ce genre d'études et qui les empêche de prendre en compte des effets moins spectaculaires et plus difficilement « quantifiables » que ceux d'ordinaire retenus (tels que l'arrêt de tel programme ou la diminution de la part d'électricité d'origine nucléaire), mais néanmoins aussi importants du point de vue du contenu de la politique concernée (tels ou tels choix techniques). En prenant en compte de tels effets, il devient possible de distinguer, selon les périodes, non plus des impacts plus ou moins « forts » (selon un raisonnement uniquement en termes d'échecs et de succès), mais plutôt différents types d'impacts. L'argument défendu ici fait écho à la distinction proposée par A. Hirschman entre « conflits divisibles » et « non divisibles » : en situation de « diversité technologique » (existence de plusieurs options concurrentes, non stabilisation des critères de choix techniques, controverse scientifique au sein des établissements nucléaires), l'impact des mobilisations pourra se traduire par une réorientation des choix techniques, l'existence des mobilisations devenant une contrainte parmi d'autres dans l'élaboration des choix techniques. Autrement dit, la diversité technologique est ce qui permet d'« absorber » la contestation (et, pour faire le lien avec ce qui précède, de rendre un conflit « divisible »). En revanche, en situation de lock-in technologique, les mouvements contestataires pouvant plus difficilement être « absorbés » par la technique, leur impact se traduira davantage en termes de « tout ou rien », (comme dans le cas des conflits « indivisibles ») : ou bien le succès (arrêt d'un programme ou annulation d'un projet), ou bien la défaite.

**Isabelle Giraud** entreprend de porter un regard critique sur la littérature consacrée aux relations entre mouvements sociaux et politiques publiques à partir d'une approche doublement comparative des littératures anglo-américaine et française d'une part et de la votation de lois sur la parité en France et au Québec dans les années 1999-2000 (« Pratiques politiques des mouvements des femmes en France et au Québec : entre contestation et régulation »). Ce faisant l'auteure montre l'irréalisme de la distinction usuelle entre mouvement et Etat en soulignant à quel point le poids du « féminisme d'Etat » dans la poursuite de l'objectif d'une loi sur la parité et finalement sa mise en œuvre dans les deux pays.

En travaillant à la fois au Canada et en France sur les politiques de féminisation du politique au tournant des années 2000, elle montre la nécessité de produire une synthèse des approches françaises (parité comme produit de politiques de modernisation de la vie politique) et anglo-américaine (parité comme produit des mobilisations féministes) : la perspective anglo-

américaine invite à partir des revendications des femmes en matière de représentation de leurs intérêts et identités depuis les années 1970 ; la perspective française permet de construire une grille d'analyse renvoyant plutôt aux politiques de régulation des rapports entre Etats et citoyennes (et non pas de contestation). Cette approche mixte conduit alors à comprendre les politiques de féminisation du politique comme des ajustements à l'intérieur de régimes de représentation politique genrés, qui se sont lentement transformés depuis les années 60. Comme ces changements n'empruntent pas les mêmes voies et ne présentent pas les mêmes formes dans les deux cas, la question principale que se pose est de comprendre et d'expliquer ces variations dans le temps et dans l'espace.

Enfin, **Lilian Mathieu** propose, au vu de la faillite théorique de la notion de structure des opportunités politiques, une ébauche conceptuelle tournant autour de la notion d'espace des mouvements sociaux (« L'espace des mouvements sociaux : pistes pour une tectonique de l'action contestataire »). La notion d'espace des mouvements sociaux entend rendre compte de l'univers de pratiques et de sens au sein duquel se développent les mobilisations et agissent les militants qui les portent. L'objectif de la communication est de proposer une présentation élaborée de cette notion, d'en situer les articulations avec les différentes théories de l'action collective (ainsi qu'avec des cadres conceptuels issus d'autres domaines des sciences sociales) et, in fine, d'en évaluer la portée heuristique comme les limites. La réflexion s'origine dans le constat de l'émergence, en France, à compter du début des années 1990, d'une contestation sociale d'ampleur tranchant avec la relative atonie militante de la décennie précédente. La notion d'espace des mouvements sociaux vise précisément à rendre compte de cet univers militant, et s'inspire pour cela de plusieurs appareils conceptuels préexistants (notion de configuration d'interdépendance, empruntée à N. Elias ; concept de secteur de mouvement social proposé par McCarthy et Zald, notions de « champs » ou de « secteurs » proposées par P. Bourdieu ou M. Dobry).

Sur la base de cette investigation, l'auteur cherche à éclairer certains des problèmes que posent les théories de la structure des opportunités politiques, tels que les effets de la fermeture ou de l'ouverture du système politique aux revendications des mouvements sociaux. Sur ce point, une évocation de la manière dont le mouvement de décembre 1995 (comme mobilisation parvenue à faire reculer un gouvernement sans le secours ni le relais de l'opposition partisane) s'est inscrit dans les représentations militantes comme un épisode-clé de l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux, permet d'éclairer le processus de constitution de son autoréférence.

Sans préjuger du sens et du contenu de la discussion qui sera introduite et menée par Dieter Rucht, il apparaît d'entrée de jeu que, sur la base des critiques adressées aux insuffisances des outils conceptuels à disposition pour penser les relations entre politiques publiques et entreprises de mobilisation, entre Etat et contestataires, il faudra poser la question de l'approfondissement des recherches. Cette question se pose tant du point de vue de la collecte de données empiriques (quelle est la fertilité différentielle des instruments disponibles selon le type d'enquête -monographie, analyse comparée, etc. ?) que sur le plan des constructions théoriques. Au-delà de la critique routinisée et somme toute désormais conventionnelle de la notion de structure des opportunités politiques, c'est bien à l'élaboration de nouvelles manières de faire et de nouvelles manières de penser les contextes qu'il faut tendre.

## Programme

Discutant : Dieter RUCHT (WZB - Berlin)

- Didier CHABANET (IEP Lyon) et Marco GIUGNI (Université Genève) : Mouvements sociaux et politiques publiques : influences réciproques.
- Hervé RAYNER (Université Paris X) : Quelle place accorder au « contexte » dans l'analyse de l'action collective ? Le poids des perceptions du possible dans l'émergence et le déclin des « rondes citoyennes » en Italie (2002-2003)
- Yannick BARTHE (CERAT - PACTE) : Mobilisations et choix techniques. Remarques sur la mesure de l'« impact » des mobilisations.
- Isabelle GIRAUD (Université Montréal et Université Versailles Saint-Quentin) : Pratiques politiques des mouvements des femmes en France et au Québec : entre contestation et régulation.
- Lilian MATHIEU (CRPS - Université Paris I) : L'espace des mouvements sociaux.

## PROGRAMME

---

### **Atelier I : Micromobilisation et dynamiques de l'engagement individuel.**

Discutant : Daniel Gaxie (CRPS - Université Paris I)

- Axelle BRODIEZ (Université Paris VIII) : comment les organisations changent-elles ? Relecture de l'histoire du Secours populaire français au prisme de quelques carrières militantes.
- Sandrine DEVAUX (Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique) : Formes et stabilité des carrières militantes.
- Xaxier DUNEZAT (GERS - Université Rennes) : Chômage et action collective. Lutttes dans la lutte. Les mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe.
- Fabienne FÉDÉRINI (GRS - Lyon II) : Une sociologie de l'engagement résistant est-elle possible ?
- Michaël VOEGTLI (Université Lausanne) : Politique de l'identité et variations identitaires dans deux associations homosexuelles helvétiques.

### **Atelier II : Dimensions symboliques de la construction des causes.**

Discutant : Eric Neveu (IEP Rennes)

- Mathieu BRUGIDOU (EDF.RD et CIDSP - PACTE) et Caroline Escoffier (EDF.RD) : Mobilisation, cadrage et opinion publique territoriales. A propos d'un projet de construction de lignes THT dans le Lot.
- Jean-Gabriel CONTAMIN (CERAPS - Lille II) : La perspective du cadrage.
- Boris GOBILLE (ENS Lyon) : Le travail de la signification en conjoncture de crise politique. Socio-histoire du temps court et analyse de cadres.
  - Sandrine LÉVÈQUE (CRPS - Université Paris I) : Pour une approche « interactionniste » des relations entre journalistes et acteurs des mouvements sociaux : les médias et le mouvement altermondialiste.
- Dany TROM (GSPM - EHESS) : Cadre et cadrage : une approche dynamique des structures d'opportunité cognitives.

### **Atelier III : Répertoires d'action et diversité des formes d'organisation.**

Discutant : Michel Offerlé (CRPS - Université Paris I)

- Nadège FRÉOUR (CERIEP - Lyon) : Le répertoire d'action collective comme répertoire d'offre d'engagement : un éclairage sur les contraintes liées aux processus de mobilisation contemporains.
- Baptiste GIRAUD (CRPS - Université Paris I) : Conditions et dynamiques de la transformation des usages syndicaux de la grève.

- Daniel MOUCHARD (CRPS - Poitiers) : Contre-expertise : hypothèses à propos d'une forme spécifique de mobilisation.
- Cécile PÉCHU (CRAPUL - Université Lausanne) : Entre résistance et contestation : la genèse du squat comme mode d'action.
- Johana SIMÉAN (CERAPS - Lille II) : Des mouvements sociaux « transnationaux », « globaux » et « nouveaux » ? Quand la sociologie des mobilisations (re)découvre l'international.

#### **Atelier IV : Les mouvements sociaux dans l'espace politique.**

Discutant : Dieter Rucht (WZB - Berlin)

- Yannick BARTHE (CERAT - PACTE) : Mobilisations et choix techniques. Remarques sur la mesure de l'« impact » des mobilisations.
- Didier CHABANET (IEP Lyon) et Marco Giugni (Université Genève) : Mouvements sociaux et politiques publiques : influences réciproques.
- Isabelle GIRAUD (Université Montréal et Université Versailles Saint-Quentin) : Pratiques politiques des mouvements des femmes en France et au Québec : entre contestation et régulation.
- Lilian MATHIEU (CRPS - Université Paris I) : L'espace des mouvements sociaux.
- Hervé RAYNER (Université Paris X) : Quelle place accorder au « contexte » dans l'analyse de l'action collective ? Le poids des perceptions du possible dans l'émergence et le déclin des « rondes citoyennes » en Italie (2002-2003).